

# Des actions pour une Meuse transparente

L'eau de la Meuse a changé de couleur, non ? Indéniable. Les observateurs des eaux mosanes sont unanimes : la Meuse est bien plus transparente qu'il y a quelques années. L'importance de l'entretien des cours d'eau du bassin versant n'est plus à démontrer. De plus en plus, les pouvoirs publics et les associations conjuguent leurs efforts pour travailler ensemble, par-delà les frontières, à la qualité des eaux du fleuve : Contrats de rivière et EPAMA, INASEP, réseau des maires de la Meuse... Plongée en eaux claires.

## Agir au-delà des frontières

Sur le terrain, au plus proche du fleuve et de ses affluents, de la faune et de la flore, Contrats de rivière et EPAMA veillent. Chacun sur son terrain, et conjointement à travers un projet Interreg.

Clôturé il y a un an, le projet Trans'Eau laisse des traces positives sur le terrain, des acteurs qui se connaissent mieux et peuvent ainsi plus facilement interagir.

De son côté, l'EPAMA poursuit son action en faveur de la biodiversité. Boris Ravignon, président de l'EPAMA : « Nos missions historiques sont la prévention des inondations et la

continuité écologique. Nous y restons très attentifs, mais notre troisième mission concerne la biodiversité; nous avons donc entamé, en 2019, des études techniques pour voir comment ramener les espèces emblématiques comme les salmonidés, comment ils peuvent remonter le fleuve, quels habitats sont propices au retour de la loutre (réapparue en Wallonie récemment), que faire face aux espèces invasives comme le silure... Ces études prennent du temps, mais les choses avancent, le plus possible en lien avec les citoyens, les associations de pêcheurs, etc. Toute notre action n'a pas de sens si les mêmes efforts ne sont pas fait ailleurs sur le fleuve. Il n'y aura de progrès pour tous que si chacun progresse. Nous sommes en solidarité de fait. La qualité de l'eau de la Meuse à Charleville dépend de

la qualité de l'eau en amont. Il faut donc s'aider, s'épauler, par-delà la frontière. »

## Le réseau des maires de la Meuse se réunit à Namur

À l'initiative de Li An Phoa, le Réseau des "maires pour une Meuse potable" a été installé en octobre 2019 à Charleville-Mézières. Une douzaine d'élus belges, français et hollandais étaient présents. « C'est en regroupant les élus des villes baignées par la Meuse ou ses affluents que des engagements pourront être pris, puis des actions concrètes menées », explique Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières. « Certes, boire l'eau de la Meuse relève encore de l'utopie, mais un premier pas vers une Meuse où l'on pourrait se baigner sans risque est déjà un sacré défi dans certaines régions. Si chacune de ces communes et municipalités a déjà ses propres projets et si des organismes travaillent déjà à cette coordination, comme la commission internationale de la Meuse, l'EPAMA (F) et les Contrats de rivière (B), l'idée, explique le maire, n'est pas de les doubler mais de constituer un groupe axé sur des actions concrètes vers le public, où l'on peut échanger les bonnes pratiques sur les berges, la baignade, la biodiversité et améliorer le rapport au



© CV4B

*fleuve au quotidien.» Agir et s'inspirer les uns les autres, donc. Avancer avec ce qui est déjà en place mais élargir la perspective. Avec une étape espérée pour Charleville en 2020 : nager dans la Meuse. Des tests sont en cours avec l'ARS et Ardenne Métropole pour déterminer les lieux qui pourraient accueillir les baigneurs dans des conditions sanitaires sûres. « Pour cet été, ce sera peut-être un peu court, reconnaît Boris Ravignon. Les protocoles d'analyse montrent qu'on n'est pas très loin de la qualité de l'eau qui serait nécessaire, l'eau n'est pas polluée lourdement, mais il reste une pollution organique qui ne permet pas de se baigner actuellement. Au-delà de la baignade, c'est toute la proximité du fleuve que nous repensons avec notamment un travail de renaturation sur plusieurs hectares en bord de Meuse. »*

Li An Phoa : « Tout ce que nous faisons aujourd'hui est important, chacun porte une responsabilité. Les « rivières potables », il faudra peut-être quelques générations pour que cela devienne réalité. Mais quand je rencontre les enfants, ils sont réceptifs, ils sentent qu'ils peuvent avoir un rôle dans cette perspective. La question à se poser, c'est 'Comment vit-on avec notre fleuve ?' Beaucoup de villes lui tournent le dos. Comment remettre cette 'life line' au

*centre de notre vie ? Avec l'expérience de la vie avec le fleuve, on peut commencer à l'aimer et en prendre soin. La qualité de l'eau d'un fleuve montre comment on vit dans ses bassins versants ». C'est bien pour ça qu'à Charleville, étaient aussi présents, notamment, des élus de la Semois/Semoy et des représentants de la commune de Val-de-Meuse, en Haute-Marne, proche de la source. Il reste encore du boulot pour amener à la conscience de tous que travailler à la qualité de l'eau d'un fleuve chacun de son côté n'a pas beaucoup de sens. Mais les initiateurs de ce réseau sont décidés à démarrer avec les convaincus. La deuxième rencontre du Réseau a lieu en mai à Namur. Maxime Prévot : « Je veux y proposer du contenu. Je compte y associer la Commission internationale de la Meuse, pour y présenter son action, et la Région wallonne afin de présenter des exposés sur ce qui se fait aujourd'hui en Wallonie. D'autant que les leviers d'action sont surtout régionaux ; à l'échelle d'une ville seule, c'est un peu compliqué. Notre champ d'action est de conscientiser, valoriser : plus le fleuve est animé et source de plaisir, plus les citoyens peuvent être convaincus de la nécessité d'une eau de qualité. Il faut y aller par paliers, avec des objectifs réalistes et des étapes intermédiaires. C'est de tout cela qu'il sera*

*question en mai, probablement dans une démarche plurilingue pour faciliter la participation des élus hollandais. »*

## Proximité et supra-communalité

Le rôle de la Province de Namur en matière de qualité des eaux de la Meuse et de ses affluents est indéniable. Elle assure l'entretien des cours d'eau communaux non navigables, de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories, sur plus de 2000 km (entretien, aménagements, surveillance des berges, conseils, constatations des infractions...).

En décembre 2019, un nouveau Protocole d'accord (2020-2022) a été signé par les partenaires du Contrat de rivière de la Haute-Meuse (administrations, pouvoirs locaux et acteurs de terrain), validé par le SPW et le cabinet de la ministre de l'Environnement, Céline Tellier. Etabli sous la présidence de Jean-Marc Van Espen, député-président du Collège provincial, ce nouveau protocole contient 235 actions, réparties en 23 thématiques. Pointons-y l'assainissement des eaux usées, la protection contre les risques d'inondation ou encore la gestion des espèces invasives. Mais aussi la problématique des déchets dans le lit du cours d'eau et sur



La place de l'Hôtel de Ville de Mézières descend vers la Meuse avec des gradins où s'installer pour une pause en bord du fleuve. Un des signes de la volonté de la ville de se réapproprier le fleuve. Li An Phoa : « Avec l'expérience de la vie avec le fleuve, on peut commencer à l'aimer et en prendre soin »

les rives et la nécessité d'actions de sensibilisation et de nettoyage.

Parmi ces partenaires, l'INASEP, l'Intercommunale namuroise des Services publics.

Richard Fournaux, député provincial, ancien président de l'intercommunale, rappelle le rôle central de l'INASEP en matière d'épuration sur le territoire de la province et l'importance, après la spectaculaire série de stations d'épuration dans les principales villes, des défis de l'épuration en zone rurale. Il pointe aussi son rôle de distributeur. Après avoir tenté de solutionner la pénurie et la mauvaise qualité de l'eau de distribution dans la région de Beauraing via un projet Interreg avec Givet et Fromelennes, municipalités qui rencontraient des problèmes similaires, il se réjouit de la solution finalement trouvée à Florennes, dans les eaux d'exhaure issues de l'exploitation des carrières (lire plus loin).

Assurer la qualité et la disponibilité de l'eau reste un challenge permanent auquel la supracommunauté est en mesure d'apporter des réponses efficaces à la fois globales et de proximité.

## L'INASEP, sur le terrain depuis 40 ans au service de l'eau

Sous les coups de semonce salutaires de l'Union européenne, relayés par la

Wallonie et par la SPGE (Société Publique de Gestion de l'eau), créée en 2000, l'INASEP a mené une impressionnante campagne de travaux de mise en conformité en matière d'épuration. Didier Hellin, directeur général, mesure le chemin parcouru, et les défis à relever.

*«L'action de l'INASEP porte sur le bassin Est et Ouest de la Meuse. Nous gérons donc toutes les eaux usées qui avaient jadis une influence sur le fleuve. Nous avons réalisé un important travail depuis 2000, sous l'égide de l'Europe. C'est un exemple de politique européenne positive. La qualité de l'eau, de l'air, le climat sont des domaines dans lesquels cette institution peut légiférer. On voit la différence à l'œil nu. La Meuse est plus propre, c'est sûr. Même si boire l'eau de la Meuse reste une utopie !»*

La part la plus spectaculaire du dispositif de collecte mis en place par l'INASEP ces dernières années est à Namur. Des chantiers hors normes. La plus grande station de la province. «À Namur, les égouts suivent le lit d'anciens cours d'eau. Résultat : quand il pleut beaucoup, les eaux usées se mélangent aux eaux de pluie. Ce qui pose problème aux stations d'épuration. Des vortex ont donc été dispersés sur le territoire namurois, sorte de grandes centrifugeuses dans lesquelles l'eau polluée descend et est emmenée vers la station d'épuration. Tandis que l'eau résiduelle est dépolluée et rejetée.»

## Un peu d'histoire

**1978** : création de l'INASEP, intercommunale de services publics, par la Province de Namur. Deux missions : épuration des eaux et service technique

**1983** : l'INASEP devient acteur dans la production et la distribution d'eau

**2000** : accélération des projets d'épuration pour une mise en conformité avec les normes européennes

**2019** : inauguration de la station d'épuration d'Hastière, dernier ouvrage de grande importance dans le maillage provincial

**263 personnes** travaillent à l'INASEP (24/02/2020)

Pour en savoir plus sur tous les métiers de l'INASEP : [www.INASEP.be/](http://www.INASEP.be/)

Si Didier Hellin se réjouit d'avoir inauguré en 2019 la dernière grosse station d'épuration de la Meuse namuroise, à Hastière, il précise qu'il reste du travail : «Ce n'est pas fini, on est toujours en train d'investir : 68 millions d'euros sont prévus sur la période 2017-2021. Ce sont de plus petites stations et des collecteurs, dont l'impact ne sera plus directement sur la Meuse, mais sur ses affluents. Extension et reconstruction à Anthée, Assesse, Ermeton-sur-Biert, Gonrieux, Maillen, Pesche, Sorinnes, Spontin, Troka (Andenne), Vil-

La station d'épuration d'Hastière.



Curage des grilles d'un vortex.





La biodiversité sur ses sites, une préoccupation permanente pour l'INASEP.



lers-le-Gambon et Wagnée (Mettet). Pas sûr que tout soit fini pour 2021, mais on avance.»

### La gestion des stations d'épuration

106 stations. 308 pompages. 461 km de collecteurs. Les stations d'épuration sont de véritables sentinelles de pollution.

Didier Hellin pointe le défi quotidien du vaisseau INASEP : «La gestion et l'exploitation de ces stations constituent un grand défi pour aujourd'hui et demain. Fin 2018, l'INASEP gérait les eaux usées de 86,8 % de la population de la province de Namur, soit 427 867 équivalents habitants, principalement dans les vallées de la Sambre et de la Meuse. C'est un vrai défi industriel au quotidien. Un budget annuel de 15 millions d'euros.»

Un défi industriel, certes, mais avec une grande attention portée à l'environnement.

«La grande majorité des stations d'épuration sont enregistrées EMAS, avec un objectif d'amélioration continue des performances environnementales et d'intégration au milieu. Avec des pratiques telles que le fauchage tardif, l'installation d'espaces à hiboux et de ruches, la plantation de vergers... pour une gestion des sites favorable à la biodiversité.»

### Les autres métiers de l'INASEP

Le bureau d'études est actif dans plusieurs domaines, comme l'aide à la préparation des fiches des plans triennaux, les voiries, les techniques spéciales pour les bâtiments, l'égouttage, l'épuration. Un accompagnement appréciable pour les communes. Didier Hellin pointe un exemple récent : la mise en place d'AGREA, un système de gestion des égouts. «AGREA est un système d'information géographique (SIG), qui a pour but d'intégrer toutes les données relatives à la collecte des eaux usées et à l'égouttage. L'idée est de dresser un cadastre des raccordements des eaux usées aux égouts. Un exemple d'outil qui permet aux communes de gérer leur réseau d'égouttage et de prévoir leur plan d'investissement.»

La production/distribution d'eau est un métier plus récent pour l'INASEP. Le défi du moment en cette matière est de trouver une solution aux problèmes de pénurie et de qualité de l'eau dans la région de Beauraing. Une solution a été trouvée à Florennes, dans les eaux d'exhaure issues de l'exploitation des carrières. Obligés de les pomper et de les rejeter, les carriers

ont désormais l'occasion de les valoriser dans le cadre d'un partenariat public-privé avec l'INASEP, la SWDE et l'AIEM (Association Intercommunale des Eaux de la Moline). Un projet de grande ampleur se met en place. Il s'agit de constituer une grande autoroute de l'eau, connectée au Ry de Rome. Une branche part déjà à l'heure actuelle à l'Ouest, vers Yves-Gomezée. Et une autre branche partira vers Beauraing, alimentant au passage toutes les petites communes. Un projet de 20 millions d'euros. La quinzaine de points de captage actifs actuellement deviendront des points de réserve. En phase avec les objectifs de la Wallonie, l'INASEP vise avec ce projet de couvrir 130 % des besoins de la population. En outre, cette autoroute est connectée avec celle venant de Liège et de La Gileppe. «C'est un investissement à très long terme. Les études sont terminées, la 1<sup>re</sup> pierre de l'adducteur Est devrait être posée en septembre 2020. Et on espère que l'eau pourra y couler en 2022. Pour le moment, les délais sont tenus. Les marchés publics viennent de passer».

Pour l'activité de distribution, l'INASEP est engagée dans une démarche de certification ISO 9001 avec certification espérée pour la fin de l'année, tremplin vers des démarches de certification plus conséquentes encore.

On le constate : plus que jamais, nos eaux sont sous haute surveillance, dans une démarche soucieuse de la protection de l'environnement, dans toute sa globalité.

■ Catherine VANDENBROUCKE

